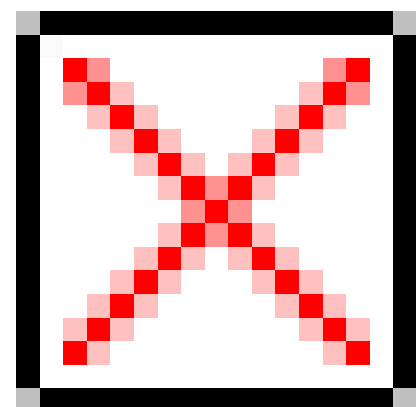


Les usages politiques d'internet

Par *admin*

Créé 03/16/2010 - 17:21

<http://www.temps-reels.net/sites/default/files/vignette-camembert-illustrator-emob-is.jpg>



Cette analyse a été publiée par Pierre Jouglà dans [Etat de l'opinion 2010](#).

Souvent caricatural, le débat sur l'influence d'Internet en matière de participation politique se résume fréquemment à une dichotomie simpliste. Pour certains, Internet serait en passe de révolutionner la participation politique : il en réduit considérablement les barrières à l'entrée, permet à chacun de s'exprimer et de s'engager à sa guise, de prendre des initiatives parfois originales, potentiellement hors des cadres usuels et figés, à la fréquence et selon les conditions souhaitées.

Pour d'autres en revanche, Internet n'est jamais qu'une évolution technologique de plus. Une innovation colossale, certes, mais qui concentre autant d'espoir que ses prédécesseurs, à l'instar de toutes les innovations majeures en termes de transport et partage de l'information (imprimerie, radiotéléphonie, télévision). Espoirs alors destinés à être partiellement déçus : comme ses prédécesseurs, la formidable innovation qu'est Internet n'empêchera pas que se reproduisent largement les schémas politiques classiques, fortifiant encore les élites en place.

La classe politique a clairement choisi son camp, qui s'engouffre dans ce nouvel espace public à l'unisson. CooPol (PS), les Créateurs de Possibles (UMP), E-Démocrates (Modem), Epicentres (Nouveau Centre), Europe-Ecologie : rares sont les formations politiques, grandes ou moins grandes, à ne pas posséder ou préparer leur propre réseau social.

Les pages Facebook et autres comptes twitters des représentants politiques se multiplient et deviennent une arme politique à part entière, comme en témoignent la fanpage de Nicolas Sarkozy ou de récentes scènes politiques : Martine Aubry sommant Christian Estrosi de rendre des comptes sur le contenu de sa page twitter à la tribune du Sénat ; Anne Hidalgo publiant sur ce même réseau une photo assortie d'un commentaire grinçant de Valérie Pécresse lors d'une séance du conseil régional d'Ile de France, pour n'en citer que quelques unes.

Reste à savoir ce qu'il en est de la pratique politique d'Internet des citoyens. C'est avec cet objectif que TNS Sofres a réalisé pour Temps Réels, l'atelier techno-politique du changement, un sondage sur les pratiques et les usages sociaux et politiques du web. Ce sondage comportait deux volets d'interrogation : un premier, posé aux seuls internautes (un peu plus de 60% de notre échantillon), sur les pratiques sociales et politiques du web ; un second, posé à l'ensemble de l'échantillon, sur la perception de l'influence d'Internet sur la vie politique. Cette étude pour Temps réel visait aussi à combler un vide sur la connaissance des pratiques et des perceptions Françaises, alors que ces sujets ont fait aux Etats-Unis l'objet d'investigations diverses.

Une étude réalisée par le Pew Internet & American Life Project <http://pewresearch.org/pubs/1328/online-political-civic-engagement-activity>

) apporte ainsi un certain nombre d'enseignements précieux sur la situation Outre-Atlantique dans ce domaine ; ce d'autant plus que les changements en matière d'adoption et d'utilisation des technologies sur Internet aux Etats-Unis ont la réputation de préfigurer ceux qui interviennent par la suite en France.

À grands traits, l'enquête Pew montrait qu'aux Etats-Unis les pratiques politiques traditionnelles (signer une pétition, écrire un responsable politique etc.), qu'elles soient réalisées en ligne ou pas, sont l'apanage des plus aisés et des plus diplômés. En revanche, l'enquête soulignait aussi que les nouvelles formes de participation politique en ligne (basées principalement sur l'utilisation des blogs et des réseaux sociaux) pouvaient laisser présager un changement dans cette structuration socioéconomique chez les plus jeunes. Mais les données recueillies ne permettaient pas aux auteurs d'affirmer que le clivage économique se réduisait véritablement ; tout au plus est-il remplacé par un nouveau clivage, le statut d'étudiant. Les jeunes de moins de 30 ans qui font des études sont semble-t-il beaucoup plus nombreux à s'engager politiquement en ligne que ceux qui ne font pas ou plus d'études.

L'étude du Pew et celle que nous avons menée divergent en deux points principaux : elle comparait l'engagement civique et politique offline et online, quand nous nous sommes concentrés sur ce dernier volet d'interrogation. Cette première a en outre été réalisée par téléphone sur des lignes fixes en suivant une méthode aléatoire. Nous avons quant à nous adopté une méthode par quotas et mode de recueil en face à face, permettant d'éviter les biais liés à l'absence d'interrogation de mobile only (des personnes, principalement jeunes, qui n'ont qu'une ligne de téléphone portable). Enfin, l'enquête américaine a été conduite en août 2008, dans un contexte politique extrêmement « chaud » : la campagne pour la présidence opposant Barack Obama à John McCain, souvent considérée comme l'élection la plus mobilisatrice de l'histoire.

L'enquête menée par la Fondation Terra Nova (<http://www.tnova.fr/images/stories/groupe-de-travail/006-mission-us/ter...>) a en effet montré à quel point la mobilisation citoyenne a été importante lors de cette phase politique (tant online qu'offline), et surtout à quel point Internet en a été l'épine dorsale.

Elle témoigne par ailleurs de la supériorité de l'équipe démocrate, qui, suivant la voie pavée par Howard Dean, a mis en place une plateforme à l'efficacité impressionnante, mybarackobama.com (assortie de pages dédiées sur tous les réseaux sociaux préexistants), permettant à l'équipe de campagne de centraliser l'information remontant des militants et sympathisants de devenir son propre directeur de campagne.

Mais il se pourrait aussi que l'équipe de campagne d'Obama, au-delà de la supériorité de sa campagne en ligne, ait pu s'appuyer sur un terrain plus fertile que ses opposants républicains. Yochai Benkler, professeur à l'Université d'Harvard et spécialiste des sciences politiques modernes, avance dans une étude non encore publiée (<http://www.internetactu.net/2009/06/02/yochai-benkler-depasser-lanalyse-...>) qu'aux Etats-Unis les sympathisants de gauche ont des comportements beaucoup plus évolués que les sympathisants de droite en termes de participation politique sur Internet : ces premiers sont autrement plus nombreux à appeler à des actions ou à des dons, à proposer des analyses ou travaux collaboratifs etc.

Qu'en est-il alors du cas français ? Les usages politiques d'Internet sont-ils répandus chez les internautes hexagonaux ? Non seulement concernent-ils que les plus aisés ? Les sympathisants de gauche sont-ils, comme aux Etats-Unis, plus actifs que ceux de droite ? Et qu'ils soient aisés ou défavorisés, de gauche ou de droite, la pratique politique d'Internet des Français s'accompagne-t-elle d'une vraie foi en ce nouveau média ?

I. Près de la moitié des internautes déclarent une pratique politique d'internet

L'usage politique d'Internet peut prendre de nombreuses formes. La pratique politique la plus répandue parmi les internautes (un quart d'entre eux disent l'avoir faite) est aussi celle qui rappelle le plus une pratique traditionnellement importante IRL (in real life ? dans la vraie vie) en France : la signature de pétition.

Un internaute sur 5 (21%) dit également avoir consulté le site Internet d'un parti politique (preuve que les sites Internet officiels des partis sont un relais important dans leur communication directe).

La pratique politique d'Internet passe aussi, pour 1 internaute sur 6, par le transfert d'informations, de liens ou de

fichiers qui traitent de sujets politiques à son entourage (17%) ou par la consultation du site ou du blog d'une personnalité politique (16%).

D'autres formes plus impliquantes de pratiques politiques d'Internet ont aussi vu le jour : la plus répandue d'entre elle, le commentaire de l'actualité politique sur un site d'information ou un blog, concerne un internaute sur 10 (11%). Enfin, trois pratiques plus engageantes encore se révèlent à ce jour marginales : la participation à des forums de discussion politique (5%), la publication de contenus politiques sur un media social, un réseau social ou un blog (4%) et la promotion d'une personnalité politique ou d'un parti sur un site, un blog ou un réseau social (3%).

Au global, une petite moitié d'internautes (46%) ont accompli au moins une des actions ci-dessus : 20% en ont fait une seule, 17% entre deux et trois et 9% quatre ou plus. Rapportés à l'ensemble de la population, ce sont 30% des Français qui ont expérimenté une des pratiques mentionnées ci-dessus : 13% en ont fait une, 11% entre deux et trois, 6% quatre ou plus.

Les internautes français ont donc dans une large mesure adopté une pratique politique d'Internet. À titre de comparaison, en 2009, 36% des internautes déclarent communiquer via un réseau communautaire (en augmentation de 12 points en un an), 46% disent télécharger sur Internet (en baisse de 8 points sur la même période), quand 67% achètent des produits ou des services sur Internet.

On notera en outre que les Français n'ont pas à rougir de la comparaison avec les Américains en termes de pratique politique en ligne : ils sont la même proportion à avoir commenté l'actualité politique sur un site d'information ou un blog (11%) et à avoir publié des contenus politiques (4%) dans les deux pays.

II. Des clivages sociodémographiques attendus, et une surprise : la proximité partisane

La pratique politique d'Internet varie cependant beaucoup selon les catégories de population. Sans surprise, plusieurs clivages apparaissent :

• L'âge des répondants, qui structure encore fortement le taux d'équipement, est un facteur prédominant dans la pratique politique d'Internet. Néanmoins ce facteur ne joue pas de manière linéaire : les usages sont les plus intenses entre 18 et 34 ans (50% ont des pratiques politiques en ligne à ces âges), sont moins présents entre 35 et 49 ans (41%), regagnent en nombre et en intensité entre 50 et 64 ans (47%) et s'étiolent après 65 ans (34%).

• La variable d'âge se double d'une variable de genre : à tout âge, les femmes sont moins actives sur Internet que les hommes, constat particulièrement frappant chez les femmes de 50 à 64 ans (38% d'entre elles ont une pratique politique sur Internet pour 56% des hommes à ces âges) et a fortiori chez celles de 65 ans et plus (22% pour 43% des hommes).

• La catégorie socioculturelle et le niveau de diplôme ? deux variables extrêmement corrélées ? jouent également un rôle fondamental dans l'adoption des pratiques. Sans surprise, ce sont les plus diplômés (57% pour 30% des sans diplôme), les cadres et les professions intellectuelles (63% pour 39% des ouvriers) qui se montrent les plus actifs.

• L'intérêt pour la politique s'avère être aussi un moteur essentiel des pratiques sociales et politiques sur Internet : le nombre de pratiques réalisées par les répondants est presque proportionnel à leur intérêt déclaré pour la politique. 74% de ceux qui se disent très intéressés par la politique ont en effet une pratique politique d'Internet, pour 28% de ceux qui se disent pas du tout intéressés par la politique.

Mais au-delà de ces clivages attendus, et conformément au phénomène mis à jour outre-Atlantique, la proximité partisane joue aussi largement l'adoption de la pratique politique en ligne : en moyenne, les sympathisants d'extrême gauche et de gauche sont en effet ceux qui sont le plus actifs en ligne politiquement (respectivement 54% et 47%), suivis des sympathisants du MoDem (46%) et des sympathisants de droite (42%).

Enfin, cette préférence partisane joue aussi sur la nature de la pratique politique d'Internet, outre sa diffusion. En d'autres termes, non seulement les sympathisants de gauche pratiquent-ils plus d'activités politiques sur Internet, mais ils le font aussi de manière plus « active » que les sympathisants de droite. Si ces derniers consultent autant ou légèrement plus les sites des partis ou des personnalités politiques, les sympathisants de gauche ont davantage adopté les pratiques plus impliquantes : signature de pétition et transfert d'informations, mais surtout commentaire de l'actualité, participation des forums, publication de contenus et promotion de personnalités politiques.

Ces clivages, s'ils méritent d'être soulignés, nous apportent en creux un enseignement fondamental : quelle que soit la catégorie de population étudiée, une proportion non négligeable d'internautes a une pratique politique d'Internet. Parmi les internautes, 26% des femmes de 50 à 64 ans ont déjà signé une pétition en ligne, 17% des professions intermédiaires ont déjà transféré des informations politiques à leur entourage, 15% des sympathisants de droite de 50 ans et plus ainsi que 12% des ouvriers ont déjà visité le blog ou le site d'une personnalité politique? Autant d'exemples qui montrent que les pratiques politiques d'Internet ne sont pas l'apanage des seuls jeunes cadres de gauche.

Ainsi les Français sont-ils plutôt enclins à avoir une pratique politique d'Internet. Certaines catégories de population sont naturellement bien plus actives que d'autres dans ce domaine, traduisant largement les clivages classiques en matière de participation politique. Mais ces clivages ne sont plus des fractures ; ils sont, même marginalement, dépassés.

III. Des Français pratiquants, mais pas tout à fait convertis

Les Français sont pratiquants, donc. Mais sont-ils croyants ? Le deuxième volet de notre enquête, posé cette fois à l'ensemble l'échantillon, porte sur l'opinion qu'ont les citoyens sur l'influence d'Internet sur la vie politique.

À tout le moins, les Français se montrent pragmatiques sur la question. S'ils reconnaissent que le web élargit le champ des possibles, en matière d'accès à l'information et de liberté d'expression notamment, ils se montrent dubitatifs quant à l'influence concrète que le réseau leur confère.

En effet, une large majorité de Français estiment que l'on peut trouver sur Internet des informations qui ne sont disponibles nulle part ailleurs (61% se disent d'accord avec cette affirmation, contre 17%). Un chiffre qui confirme qu'Internet a induit un changement du rapport à l'information ? moins centralisée, moins hiérarchisée ?, et permet à chaque internaute de chercher et de trouver l'information qui l'intéresse, sans nécessairement passer par les media classiques.

Outre la mise à disposition d'informations inédites, Internet semble par ailleurs faciliter l'expression du citoyen, en ce qu'il permettrait dans une certaine mesure de circonvenir les appareils partisans. D'une part, pour 47% des Français (contre 20%), il offre aux citoyens un espace de discussion en dehors des partis. D'autre part, 46% (contre 20%) considèrent qu'avec Internet, on peut participer au débat et à l'action politique dans un parti sans en être adhérent. Les Français, traditionnellement défiants à l'égard des partis politiques et à leur fonctionnement, saisiraient volontiers avec Internet une opportunité de participer à leur travail et à contribuer à leur finalité, sans en subir les contreparties.

Les canaux d'information et d'influence se sont multipliés grâce à Internet, et les Français semblent en prendre acte. Mais permettent-ils la révolution attendue de la participation politique ? Rien n'est moins sûr. Certes, 45% des Français considèrent que s'intéresser à la politique est plus facile grâce à Internet, mais 34% affirment l'inverse. De même, 44% déclarent que leur avis peut se faire entendre plus facilement grâce à Internet, mais là encore 34% affirment l'inverse. L'opinion n'est donc pas véritablement convaincue sur ce sujet.

Un doute que confirme la division des Français sur la question de l'influence politique qu'ils peuvent avoir grâce à Internet : 38% considèrent que celle-ci augmente grâce à Internet, contre 38% qui expriment leur désaccord avec cette assertion. Une égalité parfaite qui, combinée à un taux de sans réponse fort (24%), illustre l'ambivalence de l'opinion dans ce domaine.

Un clivage politique mérite d'être noté : parmi les internautes, les sympathisants de gauche ? on l'a vu, plus actifs en termes de pratiques sur Internet ? sont aussi plus sceptiques que les sympathisants de droite, à la fois sur la capacité à se faire entendre plus facilement et sur l'influence politique que les citoyens peuvent avoir grâce à Internet. Une contradiction apparente que l'on peut tenter de résoudre par l'hypothèse suivante. Les sympathisants de gauche ont été plus mobilisés que leurs pairs de l'autre bord lors de deux événements déterminants pour la gauche politique ces dernières années : le référendum sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe de 2005 et la désignation de Ségolène Royal comme candidate du Parti socialiste en 2006-2007 d'autre part. Cette mobilisation massive du Non de gauche au référendum (plus importante et mieux organisée que celle du Non de droite et que celle du Oui des deux bords) a dans un premier temps été couronnée par une victoire. Ségolène Royal, portée par la plateforme Désirs d'Avenir, a bien été désignée candidate du PS pour l'élection présidentielle de 2007 ? Deuxième victoire. Mais in fine ces deux mouvements ont échoué, lors de l'élection de mai 2007 pour ce dernier et lors de la ratification du traité de Lisbonne par voie parlementaire en février 2008.

pour le premier. Les sympathisants de gauche, plus actifs mais ayant subi deux revers coup sur coup, seraient donc plus prompts au scepticisme quant à l'influence qu'a leur mobilisation sur Internet dans la vie politique.

La révolution Internet n'est donc pas achevée. À preuve, les Français, conscients de l'apport d'Internet en matière d'information, restent néanmoins divisés sur l'impact du bouleversement médiatique que le développement du web a entraîné : 37% d'entre eux se disent d'accord avec l'opinion qui veut « [qu'il y ait] de moins en moins de débat d'idées à la télévision maintenant, c'est sur Internet que ça se passe », contre 36% qui expriment un désaccord.

IV. Il est encore trop tôt pour déclarer Internet vainqueur

En 2009, les Français restent donc prudents dans leur évaluation de l'impact d'Internet sur la vie politique. Ils notent des évolutions dans le rapport à l'information qu'a créé le web et soulignent les possibilités que ce nouveau media leur apporte mais n'observent pas à ce jour l'avènement d'un nouveau rapport, radicalement altéré, entre les media, les politiques et les citoyens.

Il faut bien avouer qu'en termes de développement politique de la culture de réseau, d'ouverture et de partage de données, ainsi qu'en matière de transparence, la France a encore du chemin à parcourir pour atteindre le niveau du leader toutes catégories confondues : l'administration Obama. Cette dernière, encouragée par son expérience électorale, n'a par exemple hésité à fournir l'intégralité des données relatives au plan de relance (disponibles sur [le site .recovery.gov](http://www.recovery.gov)) ? et au-delà cherche à tirer partie des potentialités offertes par les réseaux intelligents, qu'il s'agisse par exemple de la Smart Grid du réseau électrique ou du travail fourni dans le sens d'une harmonisation des réseaux des centres de santé à travers le pays.

Mais ce retard politique correspond aussi à un retard en matière d'équipement des foyers français par rapport aux foyers américains. Or, pris dans le détail, les internautes qui ont une pratique politique d'Internet se montrent nettement plus convaincus sur le bouleversement que peut engendrer Internet que ceux qui n'en ont pas et a fortiori les non internautes. De fait, plus les répondants ont une pratique politique intensive d'Internet, et plus ils sont d'accord avec chacune des opinions proposées et détaillées précédemment (qu'il s'agisse d'accès à l'information, au débat politique, ou de l'influence politique qu'ils peuvent avoir grâce au web).

Les plus jeunes sont aujourd'hui à la fois les plus pratiquants d'Internet et les moins intéressés par la politique. Mais ces jeunes vont devenir plus impliqués politiquement, sans pour autant abandonner leur pratique d'Internet. Il y a alors fort à parier qu'Internet structure l'avenir de l'engagement politique.

Internet suffira-t-il pour autant à produire de l'engagement politique ex nihilo, ou sera-t-il simplement un nouveau mode d'expression pour les citoyens les plus engagés ?

S'il est encore trop tôt pour trancher, on peut d'ores et déjà conclure sur un chiffre encourageant : la moitié (48%) d'entre nous qui se disent peu intéressés par la politique pensent cependant qu'il est plus facile de s'intéresser à la politique grâce à Internet.

[Retrouvez l'intégralité de l'étude.](#)

URL source: <http://www.temps-reels.net/actualite/les-usages-politiques-d%E2%80%99internet>